

Argentine

Politique économique, emploi et revenus après la convertibilité

*Pablo Ernesto PEREZ **

Après la crise économique et sociale qui a suivi en 2002 la dévaluation du peso argentin (chute du PIB, chômage à plus de 20 %, taux de pauvreté supérieur à 55 %), les indicateurs d'emploi ont commencé à s'améliorer en raison d'une croissance économique soutenue. La reprise économique rapide qui a suivi la crise est due en partie à un ensemble de politiques visant à rétablir les grands équilibres macroéconomiques (Damill et Frenkel, 2005). Il s'agissait en substance pour l'Etat de maintenir un taux de change réel du dollar élevé¹ et de rétablir un double excédent, commercial et budgétaire.

Aujourd'hui, après cinq années de croissance continue du PIB, on observe une nette amélioration sur le marché du travail, par rapport à la situation au moment de l'abandon de la convertibilité du peso. Des problèmes persistent malgré tout, qui concernent principalement le niveau de revenu des travailleurs et la qualité des emplois créés.

On peut en effet se poser un certain nombre de questions sur cette amélioration : a-t-elle conduit à des mutations du marché du travail se traduisant par une plus grande qualité des emplois ? A-t-elle permis une augmentation des salaires réels pour la majorité des travailleurs ? A-t-elle amélioré la situation de ceux qui se trouvent momentanément en dehors du marché du travail ?

La thèse défendue ici est que la recherche des équilibres macroéconomiques s'oppose jusqu'à un certain point à la satisfaction des besoins sociaux les plus urgents. En premier lieu, le rattrapage du salaire réel entre en contradiction avec l'objectif d'un taux de change réel élevé. En second lieu, les dépenses sociales sont contraintes par la nécessité de dégager un excédent budgétaire significatif, qui est un objectif intermédiaire essentiel pour maintenir les équilibres macroéconomiques et faire face aux paiements de la dette publique. En outre, les augmenta-

* CEIL-PIETTE/CONICET Buenos Aires. Pperez@ceil-piette.gov.ar

1. Dans ce qui suit, le taux de change désigne le cours du dollar en pesos. Le taux de change est donc élevé quand le cours du dollar mesuré en pesos est élevé (ou, ce qui revient au même, quand le cours du peso en dollars est bas). Entre 2001 et la période postérieure à la dévaluation (moyenne 2002-2007), la valeur nominale du dollar est passée de 1 peso à 3,18 pesos. Le taux de change réel, ajusté en fonction de l'indice des prix à la consommation a quant à lui doublé sur cette même période.

ARGENTINE

tions de salaire, comme la progression des dépenses sociales, pourraient conduire à un surcroît de consommation de biens exportables, et réduire l'excédent commercial.

Dans ces conditions, la baisse de la pauvreté et une répartition plus juste des revenus dépendraient moins d'une progression des salaires et des budgets sociaux que d'une poursuite de la reprise économique qui permettrait d'augmenter le nombre de salariés dans chaque ménage.

La politique macroéconomique après la dévaluation

La politique macroéconomique a visé avant tout au maintien d'un taux de change réel élevé¹ et stable, assurant la compétitivité des secteurs producteurs de biens échangeables.

La politique monétaire joue un rôle central. La Banque centrale intervient activement sur le marché des changes par des achats massifs de dollars qui maintiennent un cours du dollar élevé. Pour prévenir l'effet potentiellement inflationniste de ces achats de devises, la Banque centrale procède à des émissions de titres publics qui lui permettent de contrôler la croissance de la masse monétaire.

La politique budgétaire joue elle aussi un rôle essentiel. L'excédent budgétaire permet d'absorber une bonne partie de la création monétaire qui correspond aux

achats de devises de la Banque centrale. De plus, les taxes à l'exportation² permettent de contrôler les prix domestiques des produits exportables (principalement les céréales, la viande et les combustibles).

Cette politique est censée conduire à une forte croissance de l'activité et de l'emploi, à travers trois canaux principaux (Frenkel, 2004) :

1. le canal macroéconomique : un taux de change compétitif conduit à plus d'exportations et moins d'importations, stimulant ainsi l'activité et l'emploi domestiques ;

2. le canal du développement : un cours du dollar élevé fonctionne comme une protection favorisant la croissance et la modernisation de l'industrie domestique, qui peut avoir à son tour des effets d'entraînement sur d'autres secteurs de l'économie ;

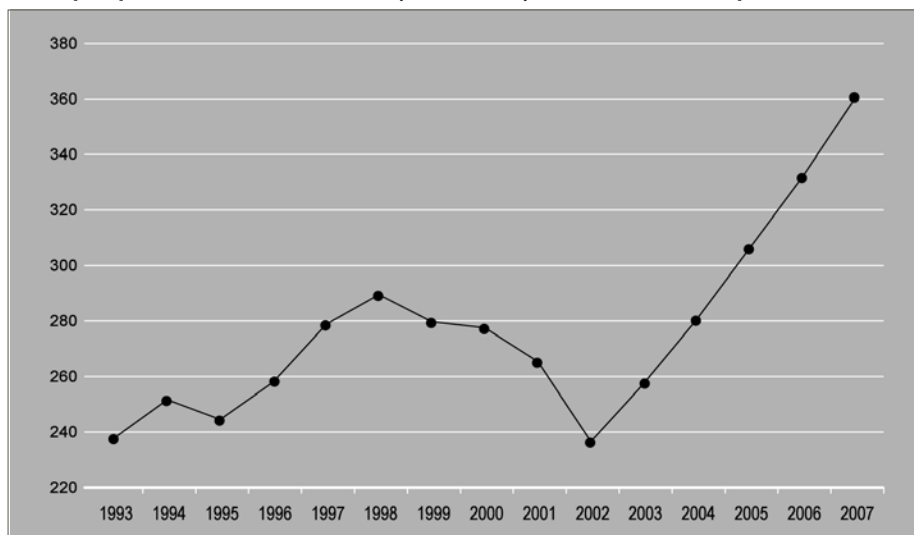
3. le canal de la substitution des facteurs : un taux de change du dollar élevé augmente le prix des biens du capital par rapport à celui du travail, de sorte que l'on peut en attendre un plus grand contenu en emploi de la croissance.

L'évolution de l'activité économique semble corroborer les prévisions officielles. Après la crise de 2001-2002, le PIB a connu une croissance ininterrompue, tirée par la production de biens échangeables sur le marché mondial. Il connaît aujourd'hui un niveau plus élevé que le maximum atteint avant la crise (graphique 1).

1. On parle même de taux de change « compétitif », sans que soit jamais précisée la cible de parité réelle qui préserve cette compétitivité.

2. Ces taxes, dites *retenciones a las exportaciones*, ont été instaurées par le gouvernement pour redistribuer une partie des revenus engendrés par la dévaluation dans les secteurs (principalement l'agriculture) qui étaient déjà compétitifs auparavant. Ils permettent en même temps de contrôler la hausse des prix domestiques de ces produits, en introduisant un « coin » entre le prix mondial et le prix que paient les consommateurs. Une telle mesure est essentielle en Argentine, où les biens exportables sont en grande partie des biens de consommation de base et des biens intermédiaires.

Graphique 1. Evolution du PIB (1993-2007) - en milliards de pesos de 1993



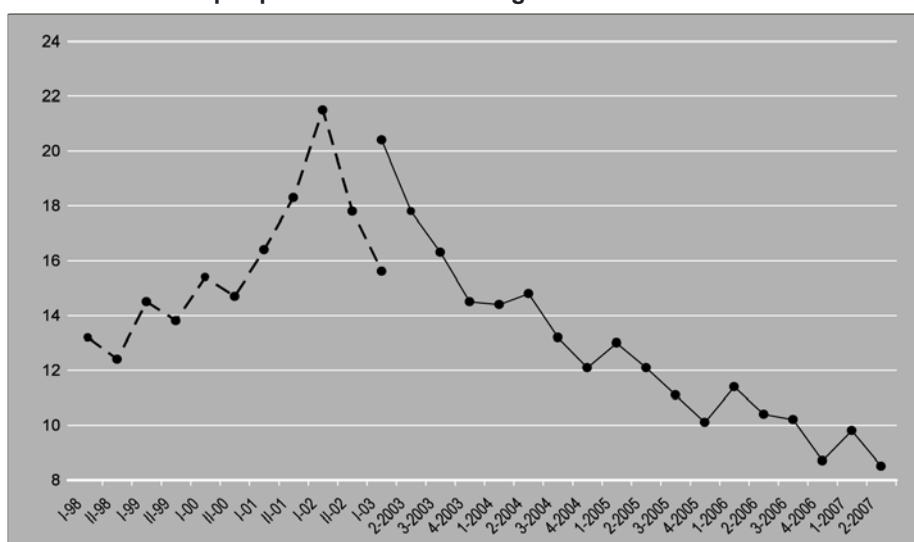
Source : Indec (Instituto Nacional de Estadísticas y Censos) – Comptes nationaux.

Cette croissance économique s'accompagne d'une augmentation de l'emploi et d'une baisse substantielle du taux de chômage, qui, en 2007 passe sous la

barre des 10 %, pour la première fois depuis 1993 (graphique 2).

La conjoncture post-dévaluation n'est pas sans précédent dans l'histoire de

Graphique 2. Taux de chômage urbain - 1998-2007



Source : Indec-EPH (Enquête sur les ménages, semestrielle puis trimestrielle).

ARGENTINE

l'Argentine. De nombreuses études ont analysé les rapports entre taux de change, comptes extérieurs, activité économique et marché du travail durant la période dite de substitution d'importations (1950-1975). Elles soulignent le frein à la croissance économique que représentaient les déficits récurrents de la balance commerciale (Braun et Joy, 1968 ; Díaz Alejandro, 1969 ; Canitrot, 1983).

Le modèle de substitution d'importations peut être synthétisé de la manière suivante : les épisodes de croissance économique conduisent à une augmentation de l'emploi, des salaires et donc de la consommation intérieure. La demande de biens industriels augmente et suscite, en raison de la dépendance extérieure, un surcroît d'importations de biens intermédiaires et d'équipement ; la demande de biens agricoles augmente au détriment de la capacité d'exportations ; la balance commerciale se dégrade et la croissance vient buter sur le manque de devises.

La monnaie doit alors être dévaluée afin d'équilibrer la balance des paiements. La dévaluation engendre une hausse des prix qui entraîne les effets suivants :

- l'augmentation des prix des biens importés enclenche un processus de substitution d'importations qui accroît l'activité dans les secteurs concernés, tandis que les secteurs exportateurs sont stimulés par la hausse des prix des biens exportables ;

- le recul du salaire réel conduit à une baisse de consommation des biens échangeables.

Ces effets n'agissent pas aussi vite l'un que l'autre : l'impact de la baisse des salaires sur la consommation est immédiat, tandis que les restructurations de

l'appareil productif ne sont pas instantanées (Carciofi, 1986).

Des analystes proches du gouvernement soutiennent que les deux obstacles sur lesquels ce modèle de croissance venait régulièrement buter n'existent plus. La contrainte extérieure a été desserrée, grâce à l'excédent commercial et aux réserves de change dont l'Argentine dispose désormais ; l'instabilité monétaire et financière a elle aussi disparu en raison d'un fort excédent budgétaire, tandis que l'inflation est maîtrisée.

Pour Brodersohn (2006), la grande différence de la période post-convertibilité avec d'autres phases d'ajustement est que le taux de change du peso a pu se stabiliser à un niveau suffisamment bas, tandis que le taux de chômage élevé et le gel des tarifs des services privatisés évitaient le conflit de répartition généralement associé à une dévaluation. Le cours élevé du dollar et l'évolution favorable des prix mondiaux ont ensuite permis (*via* les taxes à l'exportation) de dégager un excédent budgétaire durable.

En revanche, la dévaluation s'est accompagnée, comme l'on pouvait s'y attendre, d'une hausse brutale des prix et d'un recul marqué des salaires. Le gouvernement a donc été conduit, comme cela s'était produit dans le passé, à mettre progressivement en place, à partir de 2003, les conditions permettant de rétablir les équilibres internes à travers des augmentations de salaires et une progression importante de l'activité productive et de l'emploi (Brodersohn, 2006).

Les prix relatifs et l'emploi

L'idée du gouvernement est que le chômage et les revenus insuffisants d'une

grande partie de la population sont des problèmes qui relèvent principalement de la macroéconomie. Avec un taux de change réel élevé et stable, l'investissement et l'emploi augmenteront dans les secteurs exposés, et ce sont ces créations d'emplois qui permettront de faire reculer la pauvreté et d'améliorer la répartition du revenu ¹.

Peut-on pour autant parler d'un changement qualitatif dans l'élasticité de l'emploi à l'activité après l'abandon de la convertibilité du peso ? La croissance des années 2003 et 2004 part d'un très bas taux d'utilisation des capacités productives ; elle suscite une augmentation rapide de la demande de main-d'œuvre, sans que les capacités installées augmentent beaucoup. Puis, à mesure que le capital se met à croître à un rythme soutenable – à peu

près semblable dans les différents secteurs – l'élasticité de l'emploi tend à revenir aux niveaux associés à la structure productive argentine (Feliz et Pérez, 2007). Après avoir atteint un niveau proche de l'unité entre le deuxième trimestre de 2003 et le deuxième trimestre de 2004, l'élasticité de l'emploi tend ainsi à retrouver les niveaux de la décennie passée (tableau 1).

Pendant la période de convertibilité et de surévaluation du peso, l'ouverture brutale au commerce international a conduit à d'importantes restructurations : nombre d'entreprises (principalement petites et moyennes) ont dû fermer, et les autres ont fait face à la concurrence internationale en incorporant des technologies importées, ce qui a nettement réduit la demande de travail par unité de produit.

Tableau 1. Elasticité de l'emploi à la demande

Période	Demande	Emploi total	Elasticité
mai 1994 / mai 1991	26,1	3,9	0,15
mai 1998 / octobre 1995	20,7	10,8	0,52
2003 : IV / octobre 2002	11,7	9,2	0,79
2004 : I / 2003 : I	11,3	8,5	0,75
2004 : II / 2003 : II	7,1	6,9	0,97
2004 : III / 2003 : III	8,7	6,2	0,72
2004 : IV / 2003 : IV	9,1	4,2	0,46
2005 : I / 2004 : I	8,0	2,4	0,30
2005 : II / 2004 : II	10,4	3,0	0,29
2005 : III / 2004 : III	9,2	3,5	0,38

Source : élaboration propre à partir des données du ministère de l'Economie et de l'Indec.

1. Les organismes officiels reprennent l'argumentation de Frenkel sur le « troisième canal », et notamment le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MTEySS, 2004 ; 2005) qui souligne que « la baisse du coût relatif du travail par rapport à celui du capital a été plus importante que la seule réduction des coûts de travail unitaires. Le ratio salaires/prix des équipements importés a baissé de 62 % en 2002, et a stimulé la progression ultérieure de l'emploi en 2003 et 2004 » (MTEySS, 2005).

ARGENTINE

La sortie de la convertibilité n'a pas entraîné de changement décisif sur ce point, puisque la demande de travail reste étroitement déterminée par la technologie installée auparavant, plutôt que par le coût salarial ou par le prix relatif des facteurs¹. La baisse du coût du travail a surtout permis d'augmenter le taux de profit des entreprises² et la demande de travail a peu augmenté.

Quant à la qualité de l'emploi, elle a eu tendance à s'améliorer à partir de 2004, mais les progrès ont été limités. Entre 2003 et 2007, l'emploi enregistré a augmenté plus vite que l'emploi non enregistré³, et le nombre de salariés couverts par les programmes d'emploi a baissé. Malgré cette amélioration, les données officielles montrent qu'en 2007 l'emploi non enregistré se maintient toujours à un niveau très élevé (plus de 40 %), ce qui signifie que des millions de travailleurs ne contribuent pas au système de protection sociale et reçoivent un revenu inférieur de 45 % en moyenne à celui des salariés bénéficiant d'un contrat régulier. Salvia, Frugulia et Metlika (2006) montrent qu'à la fin de 2005 – soit quatre ans après la dévaluation du peso – près de 60 % de la population active continue à rencontrer des problèmes dans l'accès à un emploi de qualité ; ils mettent en évidence des situations de chômage structu-

rel, de pauvreté salariale et d'emplois précaires.

Les travailleurs n'ont donc bénéficié que partiellement de la reprise post-dévaluation, et c'est dans ce contexte que se développent aujourd'hui les conflits de répartition (CENDA, 2007a)

La politique salariale

A partir de 2002, après des années de passivité, voire d'intervention résolue en faveur des employeurs, le gouvernement a mis en œuvre par décrets plusieurs mesures – primes défiscalisées, augmentations du salaire minimal et réformes des retraites – qui ont conduit à un rattrapage partiel des salaires. Même si ces mesures ne concernent que les travailleurs formels du privé, elles ont eu un effet d'entraînement significatif sur la rémunération moyenne des salariés non enregistrés (Feliz et Pérez, 2007).

Cette politique visait notamment à rétablir le pouvoir d'achat après les fortes hausses de prix qui avaient suivi la dévaluation et à trouver une issue à une conflictualité sociale croissante. Le nombre de conflits du travail a en effet augmenté à partir de 2005, principalement dans les entreprises du secteur privé comptant un pourcentage élevé de travailleurs enregistrés⁴. Le gouvernement a alors mis en

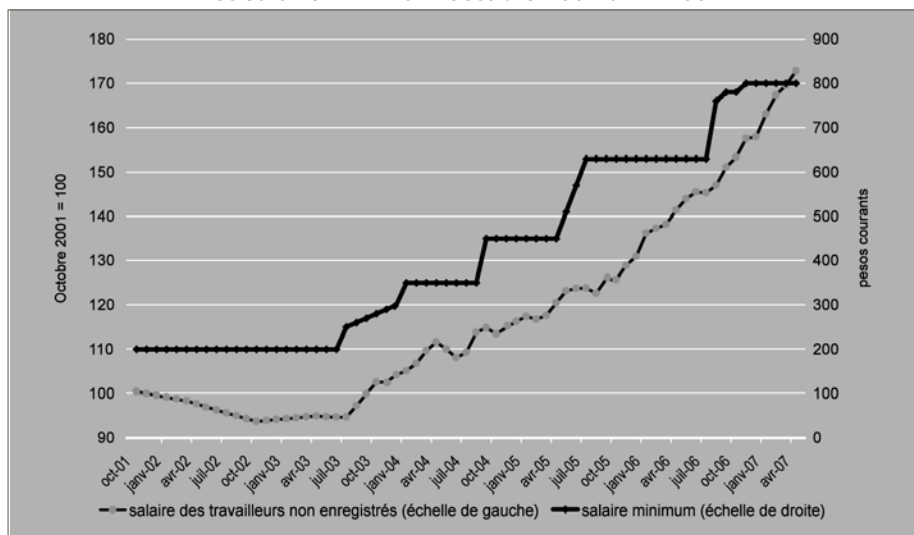
1. Carlota Pérez (2001) établit que les technologies à destination des pays de la périphérie ont en général un faible contenu en main-d'œuvre et qu'elles requièrent au départ des emplois hautement qualifiés et relativement bien payés ; quand elles parviennent à maturité et sont transférées vers la périphérie, elles mettent en œuvre des processus hautement standardisés, mécanisés et automatisés.

2. Selon le CENDA (2007b) la part de l'excédent brut d'exploitation a augmenté de 10 points (de 42 % à 52 % du PIB) au cours de l'année suivant la dévaluation du peso.

3. Les travailleurs sont dits non enregistrés (*no registrados*) ou informels quand ils ne sont pas déclarés à la Sécurité sociale par leur employeur.

4. Selon le Centre d'études « Nouvelle Majorité » (il n'existe pas d'information officielle systématique) le nombre de conflits de travail est passé de 16 par mois sur la période 1995-1999 à 24 par mois entre 2000 et 2001, puis 27 par mois entre 2002 et 2003 et 41 par mois entre 2004 et 2005.

Graphique 3. Salaire moyen des travailleurs non enregistrés et salaire minimum octobre 2001-avril 2007



Source : Elaboration propre à partir des données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

place une politique explicite de modération salariale, en fixant pour les principaux secteurs des limites de progression salariale à ne pas dépasser (Féliz, 2006). Cependant, il n'a pas réussi à contenir les salaires des travailleurs enregistrés, qui sont les seuls à dépasser en termes réels le niveau de 2001 (graphique 4)¹. La question est alors de savoir jusqu'à quel point la progression des salaires est compatible avec les objectifs de la politique macroéconomique.

Le taux de change et les salaires

De nombreux auteurs ont analysé l'économie argentine pendant la période de substitution d'importations 1950-

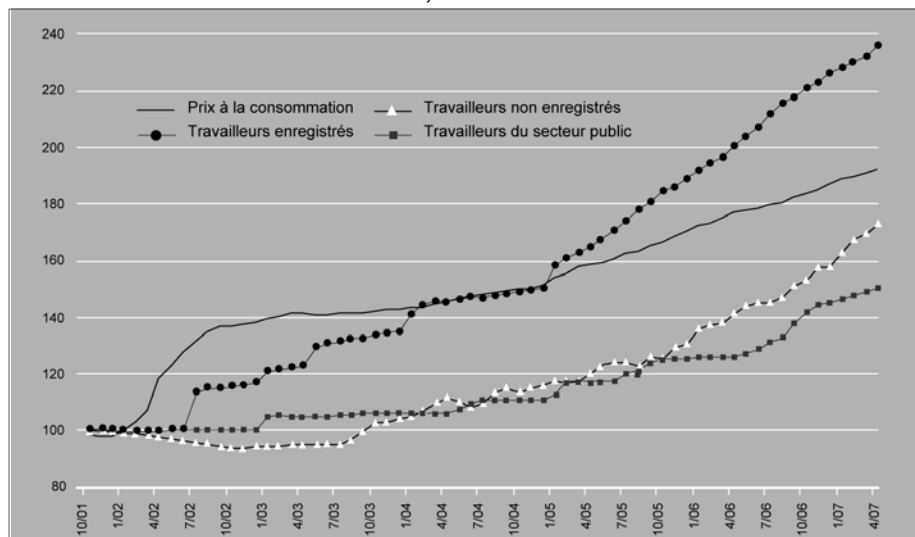
1975. Ils en ont tiré la conclusion que la dévaluation se traduit par une baisse du salaire réel qui ne peut être compensée sans entraîner un surcroît d'inflation et un nouveau déséquilibre de la balance commerciale. Cette lecture structuraliste légitime des politiques de contrôle des salaires (Cortés et Marshall, 2003) fondées sur l'idée qu'il existe un niveau optimal de salaire réel compatible avec l'excédent commercial. Carciofi (1986) affirme ainsi que « la baisse du salaire réel est une condition de réussite d'une dévaluation ». L'augmentation des salaires peut entrer en conflit avec la politique macroéconomique à deux niveaux.

Tout d'abord, les travailleurs, en refusant la baisse des salaires, peuvent en-

1. Le pouvoir d'achat des salaires peut cependant être surestimé, en raison des pressions que le ministère de l'Economie a exercées à partir de janvier 2007 sur l'Indec (Institut de statistiques), en violation de son indépendance. Depuis lors, il est manifeste que le gouvernement manipule l'indice des prix à la consommation de manière à minorer l'inflation.

ARGENTINE

Graphique 4. Prix à la consommation et salaires nominaux octobre 2001-avril 2007, base 100 au 4^e trimestre 2001



Source : Feliz et Pérez (2007).

clencher une « surenchère redistributive ». Les entreprises cherchent en effet à répercuter les augmentations de salaires, et ce mécanisme explique en partie la tendance à la hausse des prix au cours des derniers trimestres ¹. A taux de change et productivité du travail donnés, la hausse des prix équivaut à une perte de compétitivité de la production domestique, et c'est pour cette raison que les chefs d'entreprise protestent contre toute perspective d'augmentation des salaires. Le gouvernement propose quant à lui d'indexer les rémunérations sur les gains de productivité mais, compte tenu du retard pris par les salaires au cours des mois suivant la dévaluation, cette mesure reviendrait à figer la part des salaires à un bas niveau.

Il faudrait ensuite discuter l'impact de l'augmentation des salaires sur le solde commercial. En 1986, Cortés et Marshall avaient déjà remis en cause cette argumentation en insistant sur trois éléments qui valent encore aujourd'hui : 1) l'offre de biens agricoles n'est pas aussi peu élastique à la demande que le postule l'interprétation standard qui commet ici l'erreur d'étendre à l'ensemble du secteur agricole la rigidité relative qui caractérise l'élevage ; 2) l'incidence de la consommation des non-salariés et des plus hauts revenus est sous-estimée ; par exemple, la consommation de viande des bas revenus est plus sensible aux variations de prix que celle émanant des hauts revenus et 3) le recours aux importations dépend dans une plus grande mesure des besoins

1. Cela ne signifie pas que les salariés soient les responsables de l'inflation, puisque ce sont les entrepreneurs qui fixent les prix, et l'inflation peut être interprétée comme le résultat de leur réticence à réduire leurs marges.

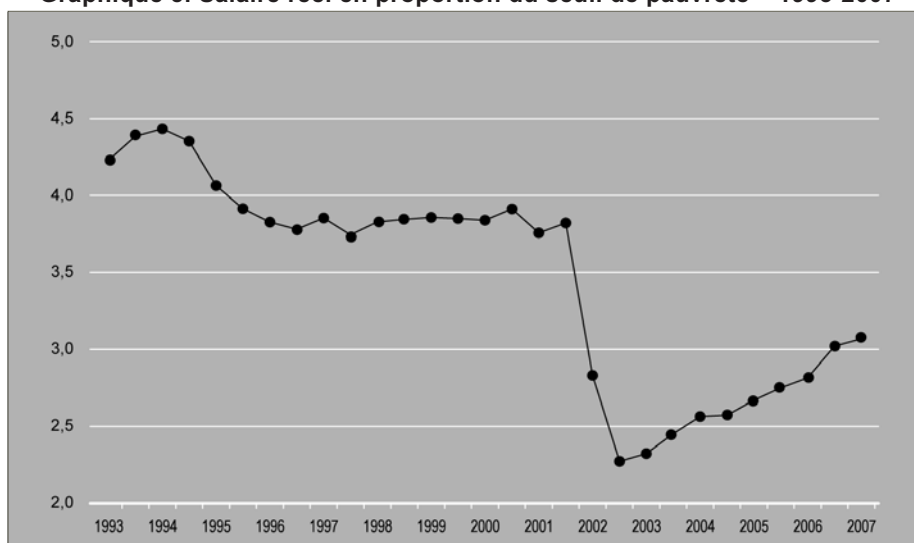
des entreprises industrielles que de la consommation des salariés. Enfin, la baisse des salaires a porté la masse salariale à son plus bas niveau depuis des décennies¹, de sorte que le débat actuel ne porte pas tant sur les effets de la demande que sur les effets prix d'une augmentation des salaires.

De manière synthétique, on peut dire que la dévaluation a fonctionné comme un transfert massif de revenu en faveur du capital, puisque la baisse des salaires équivaut à une augmentation du taux de profit ; cette redistribution a contribué au rééquilibrage du commerce extérieur et créé les conditions d'une nouvelle expansion macroéconomique, (Feliz et Pérez,

2007). Malgré la tendance à l'augmentation des salaires entre 2003 et 2007, principalement chez les salariés formels², il faut rappeler que les salaires réels restent nettement inférieurs aux niveaux de la décennie précédente (graphique 5).

L'analyse menée ici indique qu'une partie significative de la population n'a pas bénéficié de la reprise économique. Elle a souligné l'hétérogénéité du marché du travail qui se manifeste notamment par les inégalités de salaire entre public et privé, entre travailleurs enregistrés et non enregistrés. Reste à examiner la situation des chômeurs et les politiques publiques menées en vue de leur réinsertion.

Graphique 5. Salaire réel en proportion du seuil de pauvreté – 1993-2007



Source : Feliz et Pérez (2007), à partir des données du ministère de l'Economie et de l'Indec.

1. Selon Lindenboim, Graña et Kennedy (2005) la part des salaires dans le revenu était d'environ 28 % en 2004, soit une baisse de dix points en dix ans ; selon l'Indec (2006) la part salariale est passée de 35,5 % en 1995 à 32,3 % en 2005.
2. Seul les salaires réels des secteurs privés formels retrouvent leurs niveaux d'avant la dévaluation, tandis que les salaires des secteurs informels et du secteur public restent inférieurs à leurs niveaux de décembre 2001.

Le plan « Chefs de ménage sans emploi »

Le plan « Chefs de ménage sans emploi » (PJJHD) a été mis en place en mai 2002, au lendemain des explosions sociales qui avaient provoqué la chute du président de La Rua, alors que les indicateurs de pauvreté et de chômage étaient particulièrement dégradés. A la différence des dispositifs ciblés des années 1990, ce programme se caractérise par son étendue et sa faible conditionnalité¹. Il a connu une expansion rapide puisque le nombre de bénéficiaires est passé d'un peu plus de 500 000 en mai 2002 à plus de deux millions un an plus tard.

Le plan présente des ambiguïtés et des incohérences qui découlent souvent des réglementations successives : il n'est pas précisé s'il s'agit d'un programme d'emploi ou de complément de revenu ; il prétend à l'universalité, mais son accès est soumis à conditions ; il implique une contrepartie sous forme de travail mais cette clause est rarement appliquée. Il n'en reste pas moins que c'est la première fois qu'un programme d'emploi et/ou de transfert de revenus touche une proportion si importante des travailleurs sans emploi.

La mise en œuvre du programme vise à faire reculer les situations de pauvreté alors largement répandues dans la société argentine. Son objectif premier est d'apporter un soutien économique qui garantisse la fréquentation scolaire et l'accès à

la santé des enfants. Il vise ensuite à la formation des bénéficiaires en vue de leur réinsertion ultérieure sur le marché du travail, à leur participation à des projets productifs ou à des services communautaires (décret 565/2002). Le programme cherche également à désamorcer les tensions sociales liées au creusement des inégalités et qui avaient conduit aux explosions de décembre 2001.

L'application du programme a eu en outre des effets positifs au niveau macroéconomique, puisque « malgré la modestie de l'allocation (150 pesos²), la croissance de la consommation des familles à bas revenus suscitée par le PJJHD a joué un rôle central dans la reprise de l'activité à partir du troisième trimestre 2002 » (Rapetti, 2005).

Avec la reprise économique, le programme a progressivement perdu de son importance parmi les priorités du gouvernement. Le montant de l'allocation étant resté fixé à 150 pesos, sa valeur réelle a baissé rapidement avec l'augmentation des prix de détail et en particulier des denrées alimentaires de base. Par ailleurs, il n'y a plus, depuis quelques années, de nouveaux entrants dans le programme qui perd ainsi le profil universaliste qu'il avait au départ.

Une fois la crise surmontée, la politique sociale a évolué selon les recommandations des institutions internationales : activation et individualisation des dépenses publiques pour l'emploi ; emplois imposés aux chômeurs (*work-*

-
1. Les postulants doivent attester – par déclaration sous serment – de leur condition de chef de ménage sans emploi, avec enfants à charge, et présenter des certificats prouvant leur fréquentation régulière d'un établissement scolaire (pour les moins de 18 ans) ainsi que des carnets de vaccination à jour. Le programme peut également s'étendre aux personnes âgées de plus de 60 ans sans couverture sociale et aux jeunes sans enfant.
 2. Environ 30 €.

fare) ; ciblage des dispositifs sur les groupes les plus vulnérables ; mise en place de politiques d'offre (formation, aide à la recherche d'emploi, incitations aux entreprises sous forme de réduction du coût du travail). Il s'agit, en substance, d'inciter à la reprise d'emploi en garantissant qu'un emploi procure un revenu supérieur aux prestations sociales (*making work pay*). Dans un contexte de salaires réels en diminution – particulièrement pour les travailleurs informels – cela impliquait une réduction du niveau réel des prestations sociales.

Le choix consistant à réduire la portée du programme et à reformuler ses objectifs et ses instruments ¹ rend manifeste – d'autant plus que la situation sociale ne s'améliore que lentement – la tension qui peut exister entre l'exigence d'une politique sociale et des revenus incluant le plus grand nombre de ménages en situation de pauvreté, et la nécessité de dégager un excédent budgétaire ².

Considérations finales

La politique macroéconomique s'est fixé comme objectif la réalisation et le maintien de grands équilibres macroéconomiques favorables à la croissance et à l'emploi. Mais l'ampleur de questions aussi cruciales que la réduction de la pauvreté et des inégalités ne semble pas avoir été suffisamment mesurée. On attend toujours que les fruits de la croissance bénéficient aux plus défavorisés.

L'amélioration des conditions de vie des familles ne passerait pas par une revalorisation des revenus des travailleurs en emploi ou au chômage mais par une augmentation du nombre de revenus par ménage, via la croissance de l'emploi. C'est de cette manière que la masse salariale – c'est à dire le produit du salaire par le nombre de travailleurs employés – pourrait augmenter.

Le développement des conflits sociaux montre que la recherche des équilibres macroéconomiques entre en contradiction avec la satisfaction des besoins urgents d'une grande partie de la population. Rendre compatibles ces besoins sociaux avec le maintien des équilibres macroéconomiques n'est pas une tâche aisée. Les gains de productivité devraient permettre des augmentations de salaires non inflationnistes. Mais il faudrait alors discuter du niveau du taux de profit des entreprises, ce qui déclencherait probablement de nouveaux conflits de répartition, comme le montre le récent « *lockout agricole* » ³. Le débat de fond porte sur la définition conjointe de niveaux normaux de rentabilité pour les entreprises et de conditions de vie décentes pour la population.

Compte tenu des modalités de la formation des prix en Argentine, des augmentations nominales de salaires ne peuvent suffire à rétablir le pouvoir d'achat des travailleurs. Réduire la politique des revenus au seul salaire revient

1. Pour une discussion plus détaillée de ce point, voir Pérez (2005).

2. Rappelons que la politique budgétaire a joué un rôle central pour atteindre, et maintenant pour maintenir, les équilibres macroéconomiques fondamentaux : l'ajustement budgétaire au cours de la reprise a représenté environ 9,2 % du PIB (Rapetti, 2005).

3. En réponse à l'augmentation des rétentions aux exportations annoncée par le gouvernement en mars 2007, les producteurs agricoles ont coupé les routes principales du pays pendant 21 jours et bloqué l'approvisionnement des grandes villes.

ARGENTINE

draît à laisser de côté plus de la moitié de la population.

Divers auteurs (Rodrick, 2003 ; Polterovich et Popov, 2002) soulignent que le recours à la politique de change pour stimuler la compétitivité équivaut implicitement à subventionner les secteurs commerciaux, et que ce mécanisme est sans doute moins coûteux, puisqu'il n'implique pas de gestion bureaucratique, et moins exposé à la corruption. Sans même parler de l'efficacité d'une telle mesure, la question rarement débattue est de savoir qui paie l'allocation. Certains soutiennent que personne ne la paie, puisque les fonds nécessaires sont financés par le surcroît de croissance qu'elle engendre. L'analyse menée ici suggère au contraire que la charge retombe en partie sur les travailleurs, occupés ou non, à travers une baisse de leur pouvoir d'achat.

Le panorama économique et social actuel est indiscutablement meilleur qu'au lendemain de la dévaluation, mais la situation sociale reste très difficile. En 2007, après plus de quatre années de croissance soutenue (9 % par an en moyenne), 27 % de la population disposent d'un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Une telle situation suscite de nombreuses interrogations quant à l'opportunité de faire dépendre les conditions de vie et d'emploi de la seule croissance économique. Les si nombreuses familles qui ont des revenus insuffisants ne peuvent pas attendre que la marée monte et que tout le monde soit à flot.

*Article traduit de l'espagnol
par Michel Husson*

Sources :

Braun O. & Joy L. (1968), « A Model of Economic Stagnation. A Case Study of the Argentine Economy », *The Economic Journal*, 312.

Brodersohn M. (2006), *¿Es válido el nuevo paradigma argentino?: la onda larga de crecimiento de Kondratieff reemplazó a los ciclos de stop and go*, mimeo.

Canitrot A. (1983), « El salario real y la restricción externa de la economía », *Desarrollo Económico*, vol. XXIII, n° 91.

Carciofi R. (1986), *Salarios y política económica*, Ediciones de IDES, 9, Buenos Aires.

CENDA (2007a), *El trabajo en Argentina. Condiciones y perspectivas*, Informe trimestral, n° 11, Otoño.

CENDA (2007b), « La trayectoria de las ganancias después de la devaluación : "la caja negra" del crecimiento argentino », *Notas de la economía argentina*, n°4.

Cortés R. & Marshall A. (1986), « Salario real, composición del consumo y Balanza comercial », *Desarrollo Económico*, vol. XXVI, n° 101.

Cortés R. & Marshall A. (2003), « Salarios, desigualdad y sector externo bajo distintos regímenes macroeconómicos », *Realidad Económica*, n° 195, Buenos Aires.

Damill M. & Frenkel R. (2005), *Globalización financiera y mercado de trabajo en la Argentina*, mimeo.

Díaz Alejandro C. (1969), *Devaluación de la tasa de cambio en un país semi industrializado. La experiencia argentina 1955-1961*, Editorial del Instituto, Buenos Aires.

Félix M. (2006), *De la crisis al neodesarrollismo. Tendencias estructurales y política económica en Argentina desde fines de la convertibilidad*, SEPLA, Santiago de Chile.

Félix M. & Pérez P. (2007), « ¿Tiempos de cambio? Contradicciones y conflictos en la política económica de la posconvertibilidad », en *Salida de crisis y estrategias alternativas de desarrollo. La experiencia argentina* (Boyer y Neffa coord.), Miño y Dávila/CEIL-PIETTE/Institut CDC pour la Recherche, Buenos Aires.

Frenkel R. (2004), *Real Exchange Rate and Employment in Argentina, Brazil, Chile and Mexico*, Paper prepared for the G24.

Indec (2006), « Generación del ingreso e insumo de mano de obra. Fuentes, métodos y estimaciones. Años 1993-2005 », *Dirección Nacional de Cuentas Nacionales*, Octubre, Buenos Aires.

POLITIQUE ECONOMIQUE, EMPLOI ET REVENUS

- Lindenboim J., Graña J. M. & Kennedy D. (2005), « Distribución funcional del ingreso en Argentina. ayer y hoy », Documentos de Trabajo, CEPED, UBA, abril, Buenos Aires.
- Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social (2004), *Empleo y Patrón de crecimiento económico*, Subsecretaría de Programación Técnica y Estudios Laborales.
- Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social (2005), *Productividad, costo laboral y excedente en la Argentina durante 2003 y 2004*, Subsecretaría de Programación Técnica y Estudios Laborales.
- Pérez C. (2001), « Cambio tecnológico y oportunidades de desarrollo como blanco móvil », *Revista de la CEPAL*, diciembre.
- Pérez P. (2005), « Los sospechosos de siempre. Los desempleados de larga duración en Argentina y su (in)empleabilidad », *Anales del V Encuentro de Economía Internacional*, Buenos Aires.
- Polterovich V. & Popov V. (2002), « Accumulation of Foreign Exchange Reserves and Long Term Growth », *New Economic School*, Moscow, Russia.
- Rapetti M. (2005), *La macroeconomía argentina durante la post-convertibilidad : evolución, debates y perspectivas*, trabajo preparado para el GPIA/NSU.
- Rodrik D. (2003), « Growth Strategies », NBER Working Paper 10050, National Bureau of Economic Research, Cambridge, USA (citado en Frenkel y Rapetti, 2004).
- Salvia A., Fraguglia L. & Metlika U. (2006), « ¿Disipación del desempleo o espejismos de la Argentina postdevaluación? », *Laboratorio*, año VII, n° 19, Universidad de Buenos Aires.